

REFUGIE-E-S ACCUEUILLI-E-S A PARIS

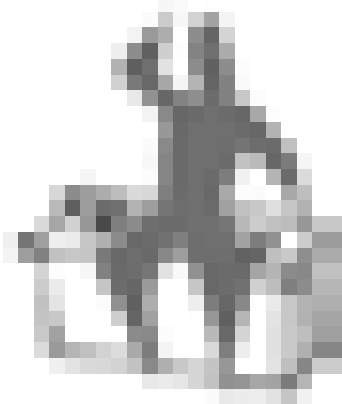
Des paroles et des actes

En cette période de grand froid, des dizaines d'exilé-e-s risquaient de se retrouver dans les rues de Paris. Des ONG et des partis de gauche ne se sont pas contentés de réclamer des solutions.

"Depuis le 1er décembre 2003 plusieurs dizaines d'exilés kurdes, irakiens, iraniens, algériens errent dans Paris à la recherche d'un abri." C'est par ces mots que débute un vœu formulé le 16 décembre par Catherine Gégout, Véronique Dubarry et les élu-e-s des groupes Communiste et Vert au Conseil de Paris. Suite à la fermeture du centre d'accueil pour réfugié-e-s de Sangatte, près de la Manche, de nombreuses personnes ont cherché refuge dans la capitale. Dans leur texte, les communistes et les Vert-e-s dénoncent que des exilé-e-s avaient été expulsé-e-s d'un parking du 10e arrondissement sans qu'aucune solution n'ait été proposée alors que le dispositif "grand froid" avait déjà été enclenché. Aux yeux des ONG de soutien, un hébergement dans les foyers d'urgence pour les SDF, souvent saturés, serait mal adapté à ce groupe de personnes. Cela servirait aussi les desseins des pouvoirs publics qui tentent de nier la spécificité du problème.

Site du Collectif:
<http://pajol.eu.org/rubrique74.html>

Les élu-e-s posent le problème en termes généraux: "L'afflux d'exilés qui a suivi la fermeture du centre de Sangatte a mis en avant de façon critique l'absence de



solutions apportées par le gouvernement à la situation dramatique de ces personnes qui fuient des dictatures, la misère, la guerre et qui ne demandent qu'à vivre et à travailler dans la dignité. 40 d'entre eux ont bénéficié d'un hébergement en hôtel, mais tous les autres sont restés dans l'errance. Aujourd'hui, pour éviter qu'ils ne meurent de froid dans la rue, les associations et organisations du Collectif de soutien leur assurent nuit après nuit, un accueil de fortune. Le besoin est urgent de trouver un lieu d'accueil plus stable où ils puissent rester ensemble. Il est de la responsabilité de l'Etat d'ouvrir des lieux où les réfugiés puissent être accueillis dans des conditions dignes et être conseillés pour pouvoir éventuellement demander asile à la France." Enfin il

est demandé au maire de Paris, Bertrand Delanoë, d'intervenir auprès de l'Etat pour qu'une solution d'hébergement dans des conditions décentes soit trouvée en urgence pour ce groupe d'exilés.

De siège en siège

Mais les politicien-ne-s ne se sont pas contenté-e-s de prêcher la bonne parole. Ils ont participé à la création du "Collectif de soutien aux exilés du 10e arrondissement" par des ONG. Les exilé-e-s ont été hébergé-e-s à tour de rôle chez des organisations comme Act Up et France libertés, ainsi que dans plusieurs locaux d'arrondissement du parti communiste et au siège national des Verts. Le journal "20 minutes" cite Véronique Dubarry, élue Verte du 10e: "Nous avons demandé à la mairie qu'un gymnase ou n'importe quel autre local leur soit ouvert depuis le début de la vague de froid, mais cela a été refusé." La mairie aurait redouté de créer un appel d'air et de faire de la ville un nouveau "point de fixation" pour ces populations. "C'est navrant", commente l'élue. "Paris est de fait un point de fixation. Puisque c'est là

qu'ils arrivent et là que sont les passeurs."

"Je refuse de faire un mini-Sangatte à Paris", c'est ce qu'a rétorqué Bertrand Delanoë aux représentant-e-s du Collectif lors de l'inauguration d'un nouveau Resto du coeur le 24 décembre. "Je veux continuer à soutenir la démarche de France terre d'asile en faveur des primo-arrivants. Je suis favorable à ce que des services leur soient offerts dans le cadre de notre système d'aide aux exclus", a expliqué le maire. Mais: "A la proposition de lieu spécifique, c'est non, et je pense que ce ne serait pas un service à leur rendre." D'après Le Parisien, Bertrand Delanoë n'a pas du tout apprécié que le Collectif renvoie dos à dos sa politique sociale et celle du gouvernement.

Solidarité

Finalement, le 5 janvier, le Collectif de soutien des exilés du 10e arrondissement de Paris a lancé un "Appel à héberger les exilés et/ou à dormir avec eux":

"Depuis la fermeture de Sangatte en novembre 2002, des centaines d'étrangers continuant à fuir leur pays traversent l'Europe en recherche d'un pays ou trouver refuge. Dans le 10e arrondissement, à proximité de la Gare du nord qui dessert tant la Grande-Bretagne que les pays du nord de l'Europe réputés plus accueillants, entre 200 et 300 personnes transitent de façon plus ou moins longue,

sans aucun accueil d'aucune sorte qui leur permettrait de décider si c'est en France qu'elles peuvent imaginer demander l'asile.

Expulsés début décembre d'un parking où ils avaient trouvé un bien piètre refuge, une cinquantaine d'exilés irakiens, iraniens, afghans et parfois soudanais sont depuis ce jour quotidiennement à la rue. Afin de leur épargner un hébergement dans les foyers d'urgence prévus pour les SDF (dispositif saturé dans lequel les pouvoirs publics tentent de nier et la spécificité du problème, et sa visibilité) ou des nuits dans les rues et jardins de Paris, le Collectif de soutien des exilés du 10e arrondissement de Paris a réussi, pendant le mois de décembre 2003, à bénéficier en de nombreuses occasions de l'hospitalité de diverses organisations associatives, politiques et religieuses. Des nuits à la belle étoile ont ainsi été épargnées aux exilés.

Pour que cet accueil tour-nant puisse continuer à se dérouler dans les meilleures conditions, nous lançons un double appel:

- à de nouvelles organisations susceptibles d'héberger les exilés une ou plusieurs nuits
- à des personnes susceptibles de dormir dans ces lieux d'accueil avec les exilés et avec l'un-e des membres du Collectif. Mais aussi, nous demandons des duvets ou des tapis de sol."

(Rédaction: RK)

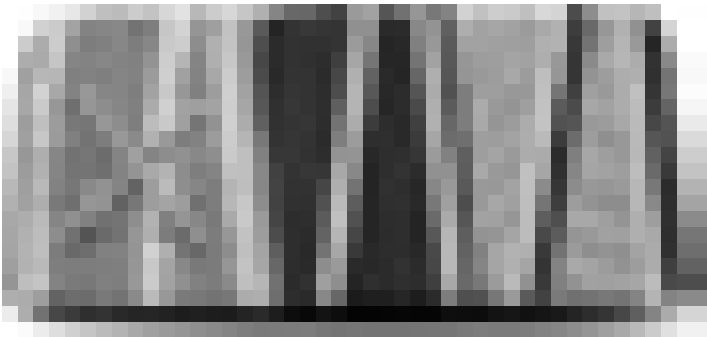
100 JAHRE HERERO-AUFSTAND

Der vergessene Völkermord

Die Gesellschaft für bedrohte Völker erinnert daran, dass auch Deutschland schmutzige Kolonialkriege geführt hat. 100 Jahre danach stehen Entschädigungsforderungen an.

Im Januar 2004 jährt sich zum hundertsten Mal der Völkermord an den Herero und Nama in der Kolonie Deutsch-Südwestafrika (Namibia) durch kaiserliche Truppen des Deutschen Reiches. Am 12. Januar 1904 begann der Aufstand der Herero, nachdem deutsche Siedler ständig gegen die Bestimmungen des "Schutzvertrages" verstießen. In ihm hatten sich die Kolonialherren verpflichtet, die bestehenden Sitten und Gebräuche zu beachten. Die Erhebung des Nomadenvolkes gegen den fortschreitenden Verlust ihres Landes und Entrechtung durch die deutsche Kolonialregierung endete mit dem ersten von Deutschen verübten Völkermord, dem über 65.000 Herero und 10.000 Nama zum Opfer fielen.

Nachdem in den ersten Tagen des Aufstandes 150 deutsche Siedler von den Aufständischen getötet wurden und es der kaiserlichen Schutztruppe nicht gelang, die Revolte zu zerschlagen, wurde ein Expeditionskorps unter Generalleutnant Lothar von Trotha nach Südwestafrika entsandt. Nach der Niederschlagung der Rebellion ignorierte von Trotha Friedensangebote der Herero und ordne-



Militärabzeichen der so genannten Schutztruppe.

te ihre Vernichtung an. Nicht besser erging es den Nama, als sie sich im Oktober 1904 erhoben, nachdem deutsche Siedler dazu aufgerufen hatten, mit den Herero auch gleich die Nama auszurotten.

Entschuldigung ...

Seit 1995 fordern die Nachkommen der Herero-Opfer Entschädigung von der Bundesrepublik Deutschland und deutschen Unternehmen, die nach Ansicht der Herero vom Genozid profitierten. Deutschland bekennt sich laut einer Entschließung des Bundestages von 1989 aufgrund der kolonialen Vergangenheit zu seiner besonderen Verantwortung für Namibia. Der damalige Bundespräsident Roman Herzog bezeichnete den Vernichtungsfeldzug

als eines der dunkelsten Kapitel in der Geschichte beider Staaten. Finanzielle Wiedergutmachung lehnten jedoch sowohl Herzog als auch Außenminister Joschka Fischer ab.

Auch in Namibia ist die Entschädigungsforderung umstritten. So fürchtet die namibische Regierung um ihre guten Beziehungen zu Berlin, kein Staat in Afrika erhält mehr deutsche Entwicklungshilfe. Die regierende Swapo tut sich in dieser Frage aber auch besonders schwer, weil die Herero traditionell den Oppositionsparteien nahe stehen. Ernster zu nehmen sind schon die Bedenken, spezielle Hilfen für die Herero könnten bestehende Rivalitäten zwischen Bevölkerungsgruppen anheizen. Da politische Ansprüche auf finanziel-

le Wiedergutmachung für Herero in Deutschland kaum durchsetzbar sind, reichten Herero im September 2001 beim Obersten Gericht des Distrikts der amerikanischen Hauptstadt Washington D.C. Klage ein. Die Bundesrepublik Deutschland, die Deutsche Bank, die Reederei Deutsche Afrika-Linie/Safmarine (als Rechtsnachfolgerin der Woermann Linie) und das Unternehmen Terex (als Rechtsnachfolgerin des Eisenbahnbauers Orenstein & Koppel) sollen insgesamt vier Millionen US-Dollar Entschädigung zahlen.

Das Verfahren verläuft schleppend, hatte jedoch zur Folge, dass die im Jahr 2000 und 2003 von der GfBV an den Deutschen Bundestag und die Bundesregierung gerichteten Appelle, Deutschland möge sich offiziell bei den Herero und Nama entschuldigen, abgewiesen wurden. Als Ende Juni 2003 das Gericht in Washington D.C. seine Zuständigkeit in Frage stellte, da die Safmarine im Gerichtsbezirk nicht als Unternehmen tätig ist, reichten in New York lebende Herero eine neue Klage bei dem dortigen Obersten Gericht des Bundesstaates ein.

... ohne Entschädigung

Während die Gerichte in den USA über die Entschädigungsansprüche verhandelten, kündigte der Herero-Chef Kuaima Riruako im Juli 2003 ein breites Programm von Gedenkveranstaltungen für das

kommende Jahr an. In dem Ort Okahandja, der Heimatstadt des 1923 gestorbenen legendären Herero-Führers Samuel Maharero, möchte Riruako ein Herero-Museum aufbauen.

Noch ist nicht absehbar, wie die namibische Regierung auf die zahlreichen Gedenkfeiern reagieren wird. Staatspräsident Sam Nujoma hatte am 7. August 2003 eine geplante Gedenkveranstaltung für die Opfer der Schlacht vom Waterberg verboten. Am 11. August 1904 hatten sich die Herero mit Frauen, Kindern und ihren Viehherden in Erwartung eines Friedensangebotes der deutschen Soldaten am Waterberg eingefunden. Doch vergeblich hofften sie auf ein friedliches Ende ihres Aufstandes. Sie wurden vernichtend von der Armee geschlagen und es begann der völkermordartige Ausrottungsfeldzug der kaiserlichen Truppen. Die Gedenkveranstaltung am Waterberg verbot Präsident Nujoma, weil es eine "enorme Provokation" sei und den "Frieden im Land gefährde". Doch mit der Tabuisierung des Völkermordes trägt die namibische Regierung sicher nicht zur Aussöhnung bei.

Ulrich Delius

Aus: Pogrom 5/2003, Gesellschaft für bedrohte Völker (www.gfbv.de)

Titel, Zwischentitel und Illustration: woxx